



Déclaration de la CGT CSE Réseau France 3 du 8 juillet 2026

Économies budgétaires : faites ce que je dis, pas ce que je fais

Nous ouvrons ce CSE régional avec une question simple : jusqu'à quand va-t-on nous demander de faire des économies sur le terrain pendant que, tout en haut de l'entreprise, certains continuent à bénéficier d'un traitement de faveur ?

On nous explique depuis des mois qu'il n'y a plus d'argent. Pas assez pour pourvoir un poste de technicien. Pas assez pour remplacer correctement un journaliste. Pas assez pour sécuriser les organisations de travail. Pas assez pour maintenir des éditions non mutualisées. Pas assez, désormais, pour aménager des postes de travail. Pas assez pour reclasser des salariés en inaptitude partielle, pas assez pour éviter les burn-out...

Mais pour les dirigeants, en revanche, il y a toujours une possibilité, une solution.

La Présidente de France Télévisions souhaite changer de directeur de cabinet ? Welcome à son successeur qui arrive directement de l'Élysée (tant qu'à faire...). Mais à quel prix ? Quant à l'ancien titulaire du poste, il est reclassé à la direction du Marketing. Sur quel poste ? On lui confie une vaseuse « *mission de préfiguration relative à la valorisation de l'image du Groupe et à la coordination des dispositifs d'écoute et de dialogue avec les publics, en lien avec l'ensemble des directions concernées* ». Rien que ça !

Ce n'est pas un reclassement : c'est un recasage. Et ce n'est pas un cas isolé. Au cours des derniers mois, nous avons vu les mêmes mécanismes pour le directeur sortant de l'information et son adjointe pourtant mis en cause dans de graves accidents du travail, pour l'ex-directeur de franceinfo, responsable des graves manquements éditoriaux autour de Gaza riviera, dont l'activité principale semble désormais de prendre des cours d'anglais dans son bureau. Normal quand on devient directeur de l'innovation à la direction de l'information, on a de nombreuses missions à l'étranger... On pourrait encore égrainer la liste de cadres régionaux problématiques voire toxiques dont certains ont trouvé refuge à la direction du Réseau ou qui restent en poste malgré les alertes des élus et des salariés qui continuent à en payer les conséquences chaque jour.

Dans ces conditions, que la direction ne vienne plus nous faire la morale budgétaire !

Le discours sur les économies ne passe plus. Il est insupportable quand il s'applique aux équipes, aux postes, aux conditions de travail, mais jamais à cette caste dirigeante que l'on protège et que l'on recase, dans un entre-soi injustifiable et nauséabond.

Cette logique du deux poids, deux mesures, nous la retrouvons dans ce qui s'est passé ces derniers mois à France 3 Paris Île-de-France.

Cette station régionale hébergée au Siège n'a manifestement pas droit au même traitement que les émissions nationales. On lui promettait un plateau dédié, elle se retrouve avec un plateau fond vert partagé avec l'Outre-Mer. Selon la direction, ce nouveau studio allait ringardiser tous les autres journaux régionaux. Le résultat du 12/13 francilien du jeudi 2 juillet a surtout ringardisé la direction et mis en risque les journalistes de l'antenne et les techniciens de la Fabrique.

Une fois de plus, l'employeur incrimine l'erreur humaine. C'est trop facile ! Quand une organisation met les salariés en situation d'échec, l'erreur n'est pas individuelle : elle est organisationnelle et managériale. Et s'il faut parler d'erreur c'est bien celle du directeur de la Fabrique qui, coûte que coûte, voulait tenir la date de lancement. Il y a de quoi être en colère face à un tel manque de respect du travail des salariés et des téléspectateurs.

Ces deux sujets disent finalement la même chose. France Télévisions protège ses sommets et sacrifie sa base.

Les régions de France 3 (et leurs alter ego en Outre-mer) sont devenues le parent pauvre de France Télévisions. Nous refusons d'être le laboratoire low cost, une zone de relégation professionnelle, une variable d'ajustement budgétaire ou un terrain d'expérimentation pour directions hors sol.

Le service public régional mérite mieux : des moyens, des humains, du respect et une organisation qui permette de travailler correctement.

La présidence de France Télévisions doit prendre ses responsabilités. Elle doit cesser d'écouter uniquement ceux qui parlent de stratégie dans les hautes sphères et entendre enfin celles et ceux qui fabriquent l'antenne dans les territoires.

Paris, le 8 juillet 2026